

Philippe FOLLIOT

Député du Tarn

Secrétaire de la commission
de la défense et des forces armées

Monsieur François HOLLANDE

Président de la République

Palais de l'Élysée

55 rue du Faubourg Saint-Honoré

75 008 PARIS

Paris, le 12 mai

Monsieur le Président,

En conclusion de l'expédition scientifique internationale « Passion 2015 » dirigée par le professeur Christian JOST de l'Université de la Polynésie Française et soutenue par les forces armées en Polynésie Française, notamment la frégate de surveillance le « Prairial », j'ai eu l'honneur d'être le tout premier parlementaire à me rendre (par mes propres moyens) sur cette terre oubliée de la République, l'île inhabitée de Clipperton qui est l'une des plus isolées du monde. Pour mémoire, je rappelle que la France qui a le deuxième domaine maritime au monde (11 millions de km²) a avec Clipperton, sa seule possession dans le Pacifique nord, une Zone Economique Exclusive de 436 000 km² nettement plus vaste que celle de la seule métropole (345 000 km²).

Mes premières constatations sur zone sont les suivantes :

- **Une île jonchée de déchets et de vestiges d'occupations notamment étrangères passées** (des Etats-Unis qui y ont laissé un conséquent et dangereux stock de munitions et du Mexique) **qui donnent une mauvaise image d'abandon et de saleté** fournissant des arguments – y compris médiatiques – à ceux dénonçant le désintérêt de la France pour ce territoire.
- **Un lagon totalement fermé et « mort », eutrophisé**, réceptacle de la fiente de plus de 130 000 oiseaux dont la plus importante colonie au monde de fous masqués (110 000) qui est un cloaque s'apparentant au mieux aux épisodes des algues vertes dans les baies Bretonnes au pire à une fosse septique.
- **Un écosystème terrestre et récifal original mais fragilisé voire menacé par l'introduction d'espèces invasives** (blattes, rats ...) et par le changement climatique visiblement responsable d'une érosion côtière accélérée ces dernières années, plus particulièrement dans certains secteurs.
- **Un écosystème marin pillé**, même au plus près des côtes. J'ai pu constater de visu la présence en extrême limite de notre domaine maritime d'un bâtiment chinois et dans la ZEE d'un senner mexicain, le Oaxaca, d'une capacité d'emport de plus de 1100 tonnes sans balise A.I.S activée et refusant une visite à bord. En conséquences, on ne peut que douter de la sincérité des déclarations des compagnies de pêche autorisées par l'accord Franco-Mexicain de 2007 pour 37 bateaux du même type, qui en 2014 auraient déclaré 1400 tonnes prélevées à titre gracieux pour ... l'année entière !!!

Permanence parlementaire : 3, Boulevard des Lices – 81 100 CASTRES ☎ 05.63.71.29.23 / Télécopie : 05 .63.59.82.71

132, Avenue du Colonel Teyssier – 81000 ALBI ☎ 05.63.54.91.88 / Télécopie : 05 .63.59.82.71

Assemblée nationale : Bureau 71 87 – 101, rue de l'Université – 75 355 PARIS 07 SP ☎ 01.40.63.71.86 / Télécopie : 01.40.63.71.91

Courrier électronique : contact@philippe-folliot.fr / *Site Internet* : www.philippe-folliot.fr

Au-delà de ces constats, **je crois fondamental pour notre pays de reconsidérer complètement l'absence de gestion et de projets de valorisation et de protection du cinquième territoire des Outremer Français de par la superficie ! Une vraie politique de mise en valeur de cette « jachère » doit immédiatement s'engager.** Selon moi, elle doit reposer sur des actions concrètes de court et moyen termes : tout d'abord, poursuite les études et missions à caractère scientifique mais avec un meilleur contrôle des demandes d'autorisations venant de l'étranger pour éviter les dérives (par exemple, les missions T.C.P 2012 ou Clipperton projet radio armateurs 2013). Soutien de l'Etat pour une nouvelle mission « Passion 2016 » sur le même format afin de compléter les études existantes sur la biodiversité et connectivité marines mais aussi pré-études géotechniques d'aménagement du site.

Mais pour autant, **il faut absolument sortir de la seule logique des études qui succèdent aux études, des missions qui succèdent aux missions, pour aller vers des actions concrètes montrant l'intérêt et une vision d'avenir de l'Etat pour ce territoire.** Pour cela, je propose de mettre en œuvre les décisions politiques suivantes :

- 1) **Revenir à des visites de souveraineté annuelles, *a minima*.**
- 2) **Mise en œuvre d'une surveillance satellite complète et continue** sur le modèle de celle des terres australes.
- 3) **Campagne de dératisation** à l'instar de ce qui est pratiqué sur des atolls de Polynésie Française **couplée à une première opération d'envergure de ramassage des déchets** et de neutralisation du stock d'explosifs laissé par les américains.
- 4) **Révision du statut juridique** du domaine public d'Etat pour un modèle similaire à celui des T.A.A.F distinct de la Polynésie Française mais administré par le Haut-Commissaire et **création d'une ligne budgétaire dédiée** – même symbolique dans un premier temps.
- 5) **Encourager les sociétés de pêche Françaises** (métropolitaines et polynésiennes) à **exploiter la ressource sur zone** avec pour mission annexe une représentation de l'Etat en mer à définir (réservistes ?) et de renseignements sur activités autres nations dans la ZEE et actions symboliques de souveraineté (remplacement drapeau-stèle) en attendant une présence permanente.
- 6) **Préparation de la renégociation des accords de pêche avec le Mexique en 2017 avec proposition d'exclusion des eaux territoriales** (lieu de reproduction piscicole privilégié) pour en faire une aire marine protégée (AMP) et une aire marine gérée (AMG)

On peut raisonnablement estimer que la totalité des prises dans la ZEE (déclarées ou pas) s'élèvent, selon les sources, de 15 000 à 50 000 tonnes par an. En prenant pour référence le taux de taxe appliqué en Polynésie Française (0,60 Francs CFP par kilo de poisson pêché, soit 0,50€) et sur la base minimale de 4000 tonnes déclarées en 2013, **cela représenterait un manque à gagner de 2 millions d'euros par an ! Cette somme pourrait être affectée pour l'essentiel à la ligne budgétaire Clipperton citée plus haut.**

7) **D'ici trois ans, création d'une base de vie permanente pour affirmer la souveraineté Française** avec quelques éléments de la défense ou de gendarmerie (cf. îles Eparses), des scientifiques ou services publics de l'Etat (comme à Tromelin et aux Kerguelen) et pour assurer relai et soutien à des activités économiques (pêche hauturière) ou touristique (pêche au gros, plongée ...).

8) **Envisager rapidement l'aménagement structurant de l'île en trois secteurs :**

- Réserve intégrale type parc national ou zone natura 2000 en lien avec l'A.M.P
- Réserve partielle, secteurs d'activités scientifiques
- Zone d'activités humaines, civiles et militaires

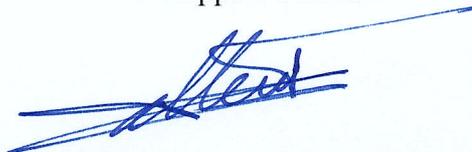
Ce schéma suppose l'étude de l'accompagnement de la réouverture naturelle en cours de l'ancienne passe de Rocher et d'une nouvelle sur la côte est au plus près de la fosse orientale du lagon et d'un Hoa (petite passe) sur la côte nord qui n'a plus que 20 mètres de largeur afin de redonner vie au lagon et d'assurer un mouillage sécurisé. Ces études et réalisations devraient s'appuyer sur l'expertise et le savoir-faire reconnu d'entreprises polynésiennes. De plus, le réaménagement de la piste d'atterrissage (1200m de long) nivelée par les américains en 1944 est à envisager après une première expertise par le génie de l'air tout comme la construction d'une jetée près du bois de Bougainville ainsi que l'étude plus précise de la ressource phréatique d'eau douce.

Au-delà de l'enjeu géostratégique pour notre pays, effectivement présent grâce à Clipperton dans le Pacifique nord centre de gravité du XXIe siècle, cette base permanente sera l'indispensable point d'appui pour une exploitation dans un futur très proche des importants gisements de modules polymétalliques de la concession Française située entre Hawaï et Clipperton (57 000km² dans les eaux internationales) sans compter celles identifiées dans la ZEE mais pas encore évaluées.

Comme je l'avais esquissé il y a quelques années dans mon ouvrage « France sur mer, un Empire oublié », c'est avec conviction et détermination que je m'engagerai à vos côtés sur ce projet visant à valoriser le territoire le plus oublié et négligé de la République. **Protéger, valoriser, développer une terre hospitalière mais inhabitée est une aventure peu commune au XXIe siècle. La France peut le faire, la France doit le faire.**

Avec mes respectueuses salutations, je reste à votre disposition, Monsieur le Président de la République, pour approfondir cet échange et vous faire partager ma passion pour l'île du même nom.

Philippe FOLLIOT



Député du Tarn